SECTEUR FINANCIER
RENFORCER LES FONDATIONS POUR UN MODÈLE ÉCONOMIQUE ROBUSTE

MALGRÉ UNE CROISSANCE SOUTENUE, LE SECTEUR FINANCIER EST CONFRONTÉ À DE NOMBREUX DÉFIS. IL DOIT SE RÉINVENTER POUR MAINTENIR SA DYNAMIQUE DE CROISSANCE DANS UN ENVIRONNEMENT EN CONSTANTE ÉVOLUTION. L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2025-2026 EST PERÇU COMME UN LEVIER POUR INSUFFLER UN NOUVEL ÉLAN AU SECTEUR.

YARRICK BOURQUIN

LE poids du secteur financier dans l'économie locale est conséquent : il contribue à hauteur de 25 % du PIB réel et représente environ 5 % de l'emploi national, soit 30 404 postes directs et indirects. Ce secteur comptait près de 20 000 salariés en 2023.

Le Budget 2025-2026 est l'occasion de consolider ce secteur vital de l'économie. Pour Kesaven Moothoosamy, Executive Director d'Intercontinental Trust, les priorités budgétaires devraient inclure des investissements soutenus dans la transformation numérique du secteur, le développement du capital humain et le renforcement du cadre réglementaire afin d'attirer davantage d'investisseurs institutionnels. Il poursuit qu'il est *«nécessaire d'encourager les fonds de pension locaux à investir davantage dans l'économie mauricienne. Cela permettrait non seulement d'encourager une participation régionale plus forte dans des véhicules financiers innovants, mais aussi de positionner le pays comme un acteur clé de l'investissement en Afrique»*.

Pour Shakeel Azeer, Head of Compliance chez Sunibel Corporate Services, le prochain Budget devrait amorcer un virage vers un modèle économique axé sur la productivité et l'investissement. Un repositionnement d'autant plus crucial après la révision de la perspective économique de Maurice par Moody's, passée de «stable» à «négative» en janvier dernier. *«Il est aujourd'hui important de restaurer la confiance. La réduction du déficit budgétaire, la révision des dépenses publiques et la maîtrise de l'inflation, une réforme fiscale rigoureuse, ainsi que des mesures de relance ciblées ; notamment pour soutenir les PME, sont essentielles. De même, il faut accélérer la transition énergétique et développer des secteurs à forte valeur ajoutée comme les services financiers»* souligne-t-il.

Autant d'attentes dans un moment charnière pour le pays. Cela alors que le gouvernement a déjà fait part de cette volonté de redéfinir le modèle économique du pays. Toutefois, le gouvernement a aussi alerté sur la conjoncture économique actuelle, jugée délicate et difficile. Dans ce contexte, Amit Bakhirta, le CEO d'Anneau, s'attend à des mesures responsables et cohérentes pour le premier Budget de ce gouvernement, qui serait peu susceptible d'apporter des changements politiques majeurs pour le secteur. Selon lui, il serait plus probable que ce Budget signale une certaine forme de consolidation budgétaire.

«Il s'agit d'un sujet urgent si nous aspirons véritablement à

L'EXODE DES TALENTS SPÉCIALISÉS

LE secteur financier fait face à un exode de talents. Pour répondre efficacement à cette problématique, Kesaven Moothoosamy envisage des procédures accélérées et des incitations attractives pour attirer des professionnels qualifiés. Comme suggestion, il propose l'introduction d'un programme de «retour des talents» mauriciens travaillant à l'étranger ; la création de stages rémunérés dans les institutions financières, cofinancés par l'État, pour permettre de former rapidement une nouvelle génération de professionnels ; et des programmes d'apprentissage dans des domaines tels que l'ingénierie ou l'intelligence artificielle, en partenariat avec les universités locales, afin de créer un vivier constant de talents spécialisés.

Shakeel Azeer suggère, pour sa part, de nouer des partenariats avec des acteurs numériques internationaux pour favoriser le transfert de compétences et de technologies. *«Des formations conjointes avec des entreprises comme OpenAI ou NVIDIA, à l'image de ce que fait Dubaï, pourraient renforcer les compétences locales en intelligence artificielle et en automatisation, tout en stimulant l'innovation et l'attractivité du pays comme hub technologique»*, fait-il ressortir.

STIMULER L'INNOVATION ET L'INVESTISSEMENT

Quels sont les leviers stratégiques à actionner pour stimuler l'innovation et l'investissement de manière durable dans le secteur financier ? À cette question, Kesaven Moothoosamy indique que l'innovation dans le secteur financier repose sur le développement des compétences, des incitations technologiques et la reconversion professionnelle. Le gouvernement devrait ainsi créer un écosystème de formation continue avec des centres d'excellence et faciliter l'attraction de talents internationaux. Le Budget pourrait aussi inclure des crédits d'impôt pour l'adoption de technologies avancées (IA, blockchain) et mettre en place une *sandbox* réglementaire. Enfin, des programmes de *reskilling* en partenariat avec des universités et plateformes spécialisées seraient nécessaires pour adapter la main-d'œuvre aux évolutions numériques et renforcer la compétitivité du secteur.

Pour favoriser l'innovation durable dans le secteur financier, Shakeel Azeer se prononce pour la mise en œuvre d'un cadre juridique dédié à la recherche et au développement, ainsi qu'une stratégie nationale en intelligence artificielle. *«La création de fonds d'investissement publics ou public-privés soutenant la finance verte serait également pertinente, à l'image du Luxembourg et de sa Luxembourg Green Exchange, la première bourse verte au monde et qui détient une part importante des fonds ESG en Europe»*, recommande-t-il.

Shakeel Azeer (Head of Compliance chez Sunibel Corporate Services)

Kesaven Moothoosamy (Executive Director d'Intercontinental Trust)

éviter une dégradation de Moody's vers le statut spéculatif. Il serait plus sage pour le ministère des Finances de se concentrer sur la consolidation tout en rééquilibrant le budget et en recapitalisant la Banque de Maurice ; en espérant que les développements majeurs et les changements de direction significatifs soient plus palpables à partir du prochain Budget en 2026», soutient Amit Bakhirta. La recapitalisation de la Banque de Maurice, le désengorgement du marché des changes domestique et l'obtention d'une amélioration de la note de Moody's seraient alors un excellent point de départ.

AMÉLIORER LA COMPÉTITIVITÉ

Face à un tournant stratégique, le Budget 2025-2026 devra ainsi consolider les acquis, garantir la stabilité macroéconomique et accélérer la modernisation. Cela afin que le centre financier international de Maurice puisse faire face à la concurrence de pays comme Dubaï ou Singapour. Pour cela, Kesaven Moothoosamy soutient qu'il est crucial de préserver la compétitivité fiscale du pays afin d'attirer des institutions financières de développement (DFI) et de permettre l'implantation d'acteurs majeurs tels que JP Morgan à Maurice. Maurice doit ainsi se positionner comme un hub stratégique *«où les fonds de 'private equity' peuvent organiser des 'roadshows' et rencontrer des acteurs clés, dans un environnement à la fois stable, attractif et incitatif»*, souligne-t-il.

Pour rendre encore plus attractif le centre financier mauricien, l'Executive Director d'Intercontinental Trust poursuit qu'il est essentiel de moderniser les produits existants et d'en introduire de nouveaux, alignés sur les besoins actuels du marché. *«La 'Global Treasury Activity License' gagnerait à être revue en profondeur, notamment par une simplification des exigences de substance. De même, la 'Global Headquarters License' doit être rendue plus compétitive, en particulier pour les fonctions de coordination régionale. Une approche plus souple concernant la présence physique, rendrait cette licence nettement plus attractive»*, préconise-t-il.

Une *Wealth Management License* avec un cadre fiscal incitatif représenterait également une opportunité stratégique pour positionner Maurice comme une plateforme de gestion de fortune. Des partenariats avec des *family offices* européens et asiatiques viendraient alors soutenir le développement de cette activité, tout en élargissant la palette de services offerts par le centre financier mauricien.

De plus, une réforme du Corporate Climate Responsibility (CCR) Levy, qui représente actuellement un obstacle majeur à la compétitivité de Maurice comme centre financier international, s'impose pour préserver l'attractivité du secteur global business. De l'avis de Kesaven Moothoosamy, cette taxe appliquée indistinctement aux entreprises du secteur du global business compromet l'attractivité du centre financier face à la concurrence internationale et va à l'encontre des objectifs de développement du secteur. Étant donné le poids du secteur financier dans le PIB national, une allocation budgétaire plus importante est considérée nécessaire pour mener des actions de *branding*, de promotion et de positionnement à la hauteur des ambitions du pays.

De son côté, Shakeel Azeer ajoute que le développement de la FinTech, appuyé par un *blueprint* régional ambitieux, positionnerait Maurice comme une passerelle numérique entre l'Afrique et l'Asie. Aussi, l'adoption du *Green budgeting*, inscrite dans le programme gouvernemental 2025, constituerait-il également un atout pour attirer des investissements durables, qu'il s'agisse de *green bonds* ou de solutions de crowdfunding orientées ESG. Un autre facteur clé serait la transformation numérique de l'écosystème réglementaire. La semi-automatisation des processus d'octroi de licences, combinée à l'intégration de l'intelligence artificielle, améliorerait l'efficacité administrative et encouragerait l'innovation, selon le Head of Compliance, sous réserve d'un cadre réglementaire flexible et évolutif.